

Unité départementale de l'Ain  
Immeuble DDT  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG EN BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 05 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**GXO LOGISTICS FRANCE**

Bat C  
280 allée des Peupliers  
01150 ST VULBAS

Références : 20221205-RAP-ND-033  
Code AIOT : 0010100007

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE Bat C implanté 280 allée des Peupliers - 01150 ST VULBAS.

Cette inspection a été réalisée de façon inopinée.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GXO LOGISTICS FRANCE - Bat C
- 280 allée des Peupliers - 01150 ST VULBAS
- Code AIOT : 0010100007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est un entrepôt de stockage autorisé à accueillir des produits dangereux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- état des matières stockées.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/11/2016, article 1.2	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - article 1.4	Sans objet

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement est exploité conformément à sa situation administrative autorisée.

## **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2016, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des quantités maximales stockées de produits classés sous les rubriques 4510, 4511 et 4440.
<b>Contexte :</b> <p>Par courrier en date du 09 septembre 2022, la société GXO a sollicité auprès de madame la préfète de l'Ain l'autorisation de stocker 80 tonnes de produits classables sous la seule rubrique 4510, 9 tonnes de produits classables sous la seule rubrique 4511, 10 tonnes de produits classables sous la seule rubrique 4440, 15 tonnes de produits classables simultanément sous les deux rubriques 4510 et 4440.</p> <p>Le respect des volumes demandés par l'exploitant est primordial car, avec les volumes demandés, l'établissement se situe à la limite du classement SEVESO seuil bas pour les dangers pour l'environnement. Tout dépassement de ces volumes entraînerait une situation administrative illégale de l'établissement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 17 novembre 2022, l'inspection des installations a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'entrepôt est vide à hauteur de 30 à 40 % du volume total ;</li><li>• aucun produit dangereux n'est présent au sein de l'entrepôt ;</li><li>• les stocks sont constitués essentiellement de produits destinés à la construction de piscines (pompes, liner, tuyaux, pompes à chaleur, pièces détachées diverses), au cyclisme (pièces détachées) et à l'aménagement extérieur (planchas).</li></ul> <p>L'établissement est donc, dans sa configuration constatée au 17 novembre 2022, un établissement 1510 "classique". Il est conforme à sa situation autorisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a pu présenté un état des matières stockés à jour. Cet état précise si le produit est "Standard" (i.e non dangereux) ou s'il présente une caractéristique particulière. Au jour de l'inspection, 720 bidons de 20 litres d'un produit acide, qualifié de «ENV ACID 1» dans l'état des stocks présenté, étaient présents au sein de l'établissement. Ce produit dénommé commercialement «0015» présente les phrases de risque H290 et H314. Il n'est pas classable sous une rubrique particulière de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  L'exploitant a déclaré que l'état des matières stockées présenté au cours de l'inspection est consultable depuis n'importe quel PC, par un membre du personnel disposant des autorisations adéquates, à l'aide d'une connexion internet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet